Jean-Claude Vimont : *La prison. À l'ombre des hauts murs*

Frédéric Chauvaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/403>

DOI : 10.4000/rhei.403

ISBN : 978-2-7535-1645-8

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2005

Pagination : 322-324

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Frédéric Chauvaud, « Jean-Claude Vimont : *La prison. À l'ombre des hauts murs* », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 7 | 2005, mis en ligne le 06 février 2007, consulté le 04 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/403> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.403>

(1) Anatole de Monzie, *La saison des juges*, Paris, Flammarion, 1943, p. 165.

(2) Jacques-Guy Petit, *Ces peines obscures. La prison pénale en France (1789-1875)*, Paris, Fayard, 1990, 749 p.

(3) Jean-Claude Vimont, *La prison politique en France (XVIII^{ème}-XIX^{ème} siècles)*, Paris, Anthropos, 1993, 510 p.

(4) Jacques-Guy Petit, Claude Faugeron, Michel Pierre, *L'histoire des prisons en France, 1789-2000*, Toulouse, Privat, 2002, 254 p.

Jean-Claude Vimont
La prison. À l'ombre des hauts murs
 Paris, Découvertes Gallimard, 2004, 127 p.

Anatole de Monzie, rallié au pétainisme en 1940, appartenant au « ventre mou de la gauche » (Jean-Pierre Azéma), rapporte qu'il fit sa première expérience pénitentiaire le 22 août 1942 : « Tous se plaignent d'être si complètement inoccupés, cerveaux et mains. L'inaction révèle le pouvoir nostalgique du travail. Une paresse obligatoire et indéfinie constituerait dans un enfer de cauchemar le plus inimaginable supplice. La fabrication des chaussons de lisière, abolie je ne sais pourquoi, était une pratique de bienfaisance méconnue : on aimerait ce lourd matin d'août, tresser des chaussons de lisière pour se sentir des hommes en liaison avec la besogneuse humanité. »⁽¹⁾ Le rythme des jours en prison, les politiques pénales, l'arsenal des peines obscures,⁽²⁾ le mouvement des réformes pénitentiaires, les contestations de l'univers carcéral... tous ses aspects, et bien d'autres, figurent dans le petit livre magnifique que vient de signer Jean-Claude Vimont. Enseignant à l'université de Rouen, il était déjà l'auteur d'un livre remarqué sur *La prison politique en France*.⁽³⁾ Après la réédition de *L'Histoire des prisons en France, 1789-2000*,⁽⁴⁾ il n'était pourtant guère facile de présenter une synthèse renouvelée accessible à un vaste public.

L'ouvrage comporte six grandes parties : la première s'intéresse à l'affirmation de la prison pénale à partir de 1791. Les révolutionnaires entendaient figer dans un passé révolu les supplices d'Ancien Régime et l'extrême inégalité de traitement qui tenait compte de la qualité des prisonniers. L'aménagement de la prison de Force à Paris en 1782 fit rapidement figure de modèle et offrait un singulier contraste avec les autres lieux d'enfermement. Les Constituants s'en inspirèrent en s'attachant d'abord aux maisons de sûreté. La généralisation des maisons d'arrêt par Napoléon en juin 1808 parachève l'œuvre entreprise au début de la Révolution. Toutefois, au-delà de l'affirmation des principes et des rêves d'une prison idéale, le bricolage, les adaptations, les compromis s'avèrent fort nombreux. Il n'empêche que la prison pénale est bien née et affirmée au cours de cet intervalle. Jean-Claude Vimont s'attache ensuite au temps des philanthropes. Au début de la Restauration, la situation

s'avère particulièrement sombre, les différentes catégories de prisonniers, courtes peines, longues punitions sont mêlées, entassées dans des geôles insalubres et glaciales où les prisonniers sont la proie de toutes sortes de maladies accentuées par la malnutrition. En 1819, tandis qu'est créée la Société royale pour l'amélioration des prisons, le constat est particulièrement sévère : la prison n'est qu'un vaste cloaque. Aussi, tandis que les maisons centrales sont au cœur de la réforme, que les mineurs bénéficient de quartiers séparés, que les prisonniers politiques sont l'objet d'une réflexion neuve, les effectifs connaissent une importante croissance : près de 35.000 prisonniers à la veille de la révolution de Juillet. À partir de 1836, alors que la prison est vivement critiquée, certains se demandent si elle n'encourage pas la récidive, s'ouvre le règne de la prison cellulaire et celui des grands débats initiés par Charles Lucas, puis par Gustave de Beaumont et Alexis de Tocqueville partis en Amérique étudier le système pénitentiaire. Après des tâtonnements, des hésitations, une rigueur accrue envers les adolescents que l'on aurait voulu enfermer dans des colonies agricoles et pénitentiaires, s'amorcent à la fois la décrue des effectifs mais aussi le désintérêt pour la prison. S'ouvre alors, la période du « temps immobile » (1911-1939). Pour les détenus, en effet, la situation ne s'améliore pas. *Police Magazine* consacre plusieurs articles à la prison de Saint-Lazare, surnommée « le pourrissoir ». Mais ce sont les campagnes de presse contre les « bagnes d'enfants » qui vont alerter et émouvoir l'opinion publique. Après la seconde guerre mondiale, la question pénitentiaire est relancée. L'ordonnance du 2 février 1945 affirme que, pour les mineurs, la rééducation doit l'emporter sur la répression. La réforme Amor, du nom du directeur de l'Administration pénitentiaire, fait de la réinsertion la première mission de la prison. De multiples mesures sont prises : un service social dans chaque prison, mise en place d'une véritable direction de l'Éducation surveillée, création d'un centre national d'observation (CNO)... Le prisonnier doit s'amender, il est possible de rendre des citoyens à la société. Mais à cause du manque de moyens et de la diversité des situations, le mouvement réformateur né à la Libération s'essouffle. À partir des années 1970, le vent a tourné, la prison n'est plus le monde du silence. Le GIP est créé en 1971 par des grandes figures comme Michel Foucault, Pierre Vidal-Naquet, Jean-Marie Domenach. La même année, révoltes, mutineries et prises d'otages secouent le monde carcéral. L'année suivante, le mou-

(5) Michelle Perrot,
Les ombres de l'histoire.
Crime et châtiment
au XIX^{ème} siècle, Paris,
Flammarion, 2001,
428 p.

vement des détenus est relayé par le Comité d'action des prisonniers (CAP). Des réformes suivent et pour la première fois en 1974 est créé un secrétariat d'État à la condition pénitentiaire. Depuis pourtant, malgré les intentions des uns et les mesures des autres, rien ne vient enrayer la surpopulation pénale. En juillet 2000, les rapports de l'enquête sénatoriale sur les établissements pénitentiaires français soulignaient que la situation carcérale était indigne « de la patrie des droits de l'homme ».

Synthèse alerte et parfaitement documentée, matériau maîtrisé et rendu vivant, le livre de Jean-Claude Vimont comporte nombre d'illustrations qui ne servent pas à l'ornementation, mais sont véritablement mises au service de la démonstration. Livre salubre pour sa mise en perspective historique, pour sa réflexion sur les peines du passé et celles du XXI^{ème} siècle, nul doute qu'il devrait susciter d'autres recherches et qu'il trouvera un vaste lectorat. Désormais, nul ne pourra plus ignorer, parmi *les ombres de l'histoire*,⁽⁵⁾ le monde de la prison.

Frédéric Chauvaud